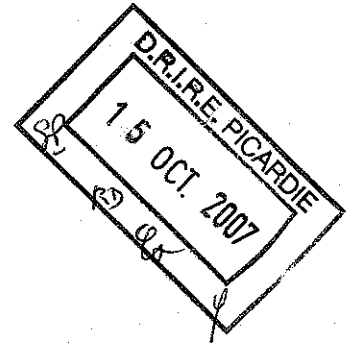




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'OISE

Direction de la réglementation, des libertés publiques
et de l'environnement
Bureau de l'environnement



Arrêté préfectoral du 5 octobre 2007 de prescriptions complémentaires concernant la société Ecoval à Brégy

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement notamment les dispositions reprises au titre 1^{er} « installations classées pour la protection de l'environnement » du livre V ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la circulaire du 08 février 2007 et ses annexes relatives aux installations classées - prévention de la pollution du sol – gestion des sols pollués ;

Vu la circulaire du 08 février 2007 relative aux sites et sols pollués – modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Vu la circulaire n°BPSPR/2005-371/LO du 08 février 2007 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilités – défaillance des responsables ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 mars 1991 réglementant les activités de la société Métachimie située sur le territoire de la commune de Brégy comprenant la régénération de solvants usés et la fabrication de spécialités chimiques par simple mélange à froid de solvants ainsi que les activités exercées de stockage, d'utilisation de liquides organo-halogénés ;

Vu le récépissé préfectoral du 21 octobre 1996 de la déclaration concernant la prise en possession par la société Ecoval des installations précédemment exploitées à Brégy par la société Métachimie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 relatif à la réalisation de prescriptions d'urgence et de mise en demeure concernant la société Ecoval située à Brégy ;

Vu le mémoire en réponse à l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 réalisé par la société Ecoval en date du 12 juillet 2006 ;

Vu la déclaration de cessation d'activité partielle faite par la société Ecoval le 12 juillet 2006 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date des 18 juin 2007 et 6 juillet 2007 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 6 septembre 2007 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant le 7 septembre 2007 ;

CONSIDERANT

la nécessité de préserver les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du titre 1^{er}, livre V du code de l'environnement, particulièrement la santé, la sécurité, la salubrité publiques, la protection de la nature et de l'environnement ;

l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé qui dispose en particulier que le préfet peut fixer à l'exploitant des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ;

Que dans son mémoire en réponse à l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005, l'exploitant indique que l'incendie est à l'origine d'une rupture des bassins de rétention ;

Que des résidus ou des produits de combustion, des produits chimiques, des eaux d'extinction incendie ont pu s'infiltrer dans les sols au droit du site occupant une pollution du sol et de la nappe sous-jacente ;

que les résultats d'analyse des eaux souterraines montrent une pollution de celles-ci ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La société Ecoval, dont le siège social et les installations sont situés ZI route de Nanteuil à Brégy (60440), est tenue de réaliser un schéma conceptuel et de proposer une démarche de gestion pour son site de Brégy, en vue d'en déterminer l'état de pollution des sols et de la nappe et s'il y a lieu les mesures nécessaires à la protection de l'environnement.

Le schéma conceptuel et la démarche de gestion devront être réalisés conformément à la méthodologie définie par le guide relatif aux « modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués » annexé à la circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable en date du 08 février 2007 relative aux sites et sols pollués.

ARTICLE 2 :

Le schéma conceptuel susvisé détermine l'étendue des pollutions. Le schéma conceptuel et la démarche de gestion sont remis en triple exemplaire au préfet de l'Oise dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

En cas de nécessité de suivre l'impact de la pollution sur la qualité des eaux souterraines, l'étude est accompagnée des propositions détaillées de l'exploitant quant au réseau piézométrique à mettre en place et quant aux paramètres à suivre. Ses propositions sont accompagnées de l'avis d'un hydrogéologue et d'un estimatif des dépenses correspondantes.

ARTICLE 3 :

Dans l'éventualité où les conclusions de la démarche de gestion retenue en montre la nécessité, la société Ecoval prend toutes dispositions utiles de sa responsabilité pour interdire l'accès aux zones polluées susceptibles de présenter un danger pour le public.

ARTICLE 4 :

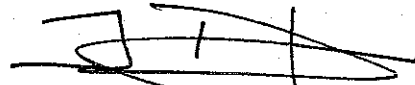
En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire et commence à courir à compter de la date de notification.

ARTICLE 9 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Brégy, la directrice régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'inspecteur des installations classées, et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 5 octobre 2007

Pour le préfet,
et par délégation
la secrétaire générale,



Isabelle PETONNET